



**INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION  
ET LA RECHERCHE**

---

**RAPPORT FINANCIER ET COMPTES**  
**de l'exercice terminé le 31 décembre 1971**  
**et**  
**RAPPORT DU COMITÉ**  
**DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SEPTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 7D (A/8707/Add.4)

**NATIONS UNIES**



**INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION  
ET LA RECHERCHE**

---

**RAPPORT FINANCIER ET COMPTES**  
**de l'exercice terminé le 31 décembre 1971**  
**et**  
**RAPPORT DU COMITÉ**  
**DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SEPTIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 7D (A/8707/Add.4)**



**NATIONS UNIES**

New York, 1972

## **NOTE**

**Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.**

# TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
LETTRE D'ENVOI .....	v
I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1971 ....	1
II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES A L'ASSEMBLEE GENERALE SUR LES COMPTES DE L'INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1971 .....	4
III. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	8
IV. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1971 .....	9
<u>Etat.</u> Etat des fonds au 31 décembre 1971 .....	9
<u>Tableau 1.</u> Etat des contributions annoncées au 31 décembre 1971 .....	12
<u>Tableau 2.</u> Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1971 .....	13
<u>Tableau 3.</u> Dons à des fins spéciales .....	15



LETTRE D'ENVOI

Le 19 juin 1972

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joints les états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971 qui nous ont été communiqués par le Directeur général de l'Institut. Ces états ont été examinés et certifiés exacts par le Comité des commissaires aux comptes.

Je vous adresse en outre ci-joint le rapport du Comité sur les comptes de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Président du Comité des commissaires aux comptes,  
(Signé) A. M. HENDERSON

Monsieur le Président de l'Assemblée  
générale des Nations Unies  
New York





## I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1971

1. J'ai l'honneur, Monsieur le Secrétaire général, de présenter ci-après le rapport financier de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971, ainsi que les comptes vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 1971 et le rapport du Comité des commissaires aux comptes. Les comptes comprennent un état vérifié par les commissaires aux comptes ainsi que trois tableaux. Le rapport est présenté conformément à l'article IV, alinéa 3 i) du statut de l'Institut promulgué en novembre 1965 et modifié en mars 1967.

2. Le montant total des recettes dont l'Institut a disposé en 1971 se chiffrait à 2 105 873 dollars, dont 941 402 dollars étaient un solde reporté de 1970 et 1 164 471 dollars représentaient les recettes de 1971. Ce montant de 1 164 471 dollars pour 1971 se décompose comme suit : contributions de gouvernements, après ajustement (1 027 959 dollars) et recettes accessoires (136 512 dollars), lesquelles provenaient essentiellement de la location d'une partie des locaux de l'Institut (30 272 dollars), du revenu des placements (55 688 dollars), d'économies réalisées lors du règlement d'engagements de l'exercice précédent (14 198 dollars), du remboursement de dépenses de l'exercice précédent (20 006 dollars) et d'autres recettes diverses (16 348 dollars).

3. Au cours de l'exercice 1971, trente et un gouvernements ont versé les contributions qu'ils avaient annoncées pour 1971 et des exercices antérieurs, soit une somme totale de 1 045 336 dollars, ce qui laisse un solde non acquitté de 214 714 dollars. Dix gouvernements ont annoncé des contributions de 635 042 dollars pour 1972 et des exercices ultérieurs; ce montant a été comptabilisé comme recette différée au 31 décembre 1971, ce qui porte à 849 756 dollars le montant total des contributions annoncées à recevoir à la fin de l'exercice. Il y a lieu également de noter que plusieurs gouvernements ont fourni des services ou des installations.

4. Comme il ressort du tableau 2 les dépenses engagées en 1971 se sont élevées à 1 267 878 dollars, contre 1 252 163 dollars pour l'exercice précédent. On en trouvera ci-après une récapitulation, par principaux objets de dépense :

	<u>1971</u>		<u>1970</u>	
	<u>Montant</u> (Dollars)	<u>Pourcentage</u>	<u>Montant</u> (Dollars)	<u>Pourcentage</u>
<u>Administration</u>				
Conseil d'administration	24 172	2	12 098	1
Personnel de direction et personnel administratif	184 974	15	166 772	13
Office de Genève	67 197	5	44 185	4
<u>Activités au titre du programme</u>				
Formation	304 696	24	286 182	23
Programmes de recherche	299 945	24	340 795	27
<u>Frais généraux</u>				
Entretien et utilisation des locaux	106 795	8	153 965	12
Frais généraux divers	280 099	22	248 166	20
	<u>1 267 878</u>	<u>100</u>	<u>1 252 163</u>	<u>100</u>

5. Le montant de 280 099 dollars correspondant aux frais généraux divers se décompose comme suit : frais de voyage du personnel (16 999 dollars), dont 7 561 dollars de frais de voyage du personnel des départements de la recherche et de la formation, bibliothèque (1 643 dollars); frais de publication et de distribution des publications de l'UNITAR (42 698 dollars); remboursement d'impôts sur le revenu (70 000 dollars), dont 50 000 dollars environ pour les départements de la recherche et de la formation; frais de voyage à l'occasion du congé dans les foyers, des nominations et du rapatriement (13 341 dollars), dont 6 147 dollars pour les départements de la recherche et de la formation; indemnité pour frais d'étude (7 688 dollars), dont 3 616 dollars pour les départements de la recherche et de la formation. Il y a aussi d'autres dépenses, dont une partie considérable est directement imputable aux activités au titre du programme : c'est ainsi que, sous la rubrique direction exécutive et administration, des crédits sont prévus pour le personnel chargé de l'administration des projets et que, sous la rubrique des communications, un montant important est prévu pour les télégrammes envoyés au sujet d'activités du programme.

6. Au 31 décembre 1971, déduction faite des dépenses (1 267 878 dollars), le solde inutilisé des recettes à reporter sur 1972 était de 837 995 dollars, chiffre qui représente les disponibilités nettes (580 656 dollars) et d'autres avoirs d'un montant total de 257 339 dollars. Cette dernière somme comprend 214 714 dollars à recevoir de gouvernements au titre des contributions et 42 625 dollars correspondant au montant d'un bon du Trésor des Etats-Unis servant de caution au titre du bail pour le bâtiment occupé par l'Institut. L'Institut n'a aucune indication quant à la date à laquelle il recevra éventuellement les arriérés des contributions des gouvernements.

7. Il ressort de l'état des fonds que l'actif au 31 décembre 1971 s'élevait au total à 2 589 212 dollars, se décomposant comme suit : a) solde (837 995 dollars) reporté à la fin de l'exercice de 1971, comme il est expliqué au paragraphe 6 ci-dessus. b) avoirs nets disponibles pour régler les sommes (court terme) à payer et les engagements non réglés (121 149 dollars). c) avoirs disponibles au titre des dons à des fins spéciales (530 026 dollars). d) contributions annoncées à recevoir pour 1972 et des exercices ultérieurs (635 042 dollars); e) immobilisations correspondant au prix d'achat de l'immeuble occupé par l'Institut à New York et à la caution au titre du bail relatif à l'utilisation du terrain sur lequel l'immeuble est bâti (465 000 dollars).

8. Par rapport à cet actif, le passif se chiffre à 1 751 217 dollars et se décompose comme suit : 465 000 dollars passés en écriture pour contrebalancer le montant des immobilisations susmentionnées, 635 042 dollars de recettes différées correspondant aux contributions annoncées à recevoir de gouvernements en 1972 et au cours d'exercices ultérieurs, des sommes à payer et un solde inutilisé de 471 409 dollars pour les programmes financés à l'aide des dons à des fins spéciales (tableau 3).

9. Comme il est indiqué au tableau 3, l'Institut a disposé en 1971 d'un montant de 652 292 dollars pour les programmes financés à l'aide des dons à des fins spéciales, montant sur lequel des engagements de 180 883 dollars ont été imputés, ce qui a laissé en fin d'exercice un solde inutilisé de 471 409 dollars.

10. Un versement à titre gracieux, d'un montant de 83 dollars, a été effectué en 1971; les détails de ce versement ont été communiqués au Comité des commissaires aux comptes.

Le Directeur général par intérim,  
(Signé) Oscar SCHACHTER

Le 9 mai 1972

II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES A L'ASSEMBLEE  
GENERALE SUR LES COMPTES DE L'INSTITUT DES NATIONS UNIES  
POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE POUR L'EXERCICE TERMINE LE  
31 DECEMBRE 1971

1. Le Comité des commissaires aux comptes, créé par la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale, est tenu, en vertu du paragraphe 6 de l'article 8 du statut de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, de vérifier les comptes de l'Institut, conformément à l'article XII du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à l'annexe audit règlement.

2. Le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche a soumis au Comité des commissaires aux comptes, pour vérification et certification, l'état des fonds et les tableaux correspondants pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971.

Etendue de la vérification

3. Les attributions du Comité des commissaires aux comptes sont régies par les principes énoncés dans l'annexe au règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, mentionnée à l'article XII, et dont le paragraphe 1 se lit comme suit :

"1. Le Comité des commissaires aux comptes vérifie conjointement et séparément les comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris tous les fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, comme il le juge nécessaire pour s'assurer :

a) Que les états financiers sont conformes aux livres et écritures de l'Organisation;

b) Que les opérations financières dont les états rendent compte ont été conformes aux règles et règlements, aux dispositions budgétaires et aux autres directives applicables;

c) Que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement reçus des dépositaires de l'Organisation, soit effectivement comptés;

d) Que les contrôles intérieurs, y compris la vérification intérieure des comptes, sont adéquats eu égard à la mesure dans laquelle on s'y fie;

e) Que tous les éléments de l'actif et du passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon des procédures qu'il juge satisfaisante."

4. En outre, le Comité des commissaires aux comptes a aussi la faculté de formuler les observations qu'il peut juger nécessaires sur l'efficacité des

procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers intérieurs et, en général, sur l'administration et la gestion de l'Organisation.

5. La vérification des comptes et états financiers a comporté un examen des procédures comptables et des systèmes de contrôle intérieur et des vérifications par sondage des transactions et de l'exactitude des écritures comptables et autres pièces justificatives dans la mesure jugée nécessaire en l'occurrence.

6. A la suite de sa vérification, le Comité des commissaires aux comptes a transmis un rapport détaillé contenant ses conclusions et recommandations au Secrétaire général, au Directeur général de l'Institut ainsi qu'au Président et aux membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. En soumettant ce rapport détaillé au Directeur général, le Comité des commissaires aux comptes a proposé, et le Directeur général a souscrit à cette proposition, que ce rapport ne soit distribué que sur les instructions du Directeur général, en conséquence, le secrétaire du Comité n'en communiquera d'exemplaires qu'après avoir reçu des instructions à cet effet.

#### Résumé des principales conclusions et recommandations

7. Pour s'acquitter de sa responsabilité envers l'Assemblée générale, le Comité des commissaires aux comptes soumet le résumé ci-après des principales conclusions et recommandations qui découlent de la vérification des comptes et qui sont consignées dans le rapport distinct mentionné ci-dessus au paragraphe 6.

#### Dépôt de 25 000 dollars qui n'a pas été crédité au compte de l'Institut par la banque

8. Le Comité a constaté qu'un montant de 25 000 dollars qui avait été déposé dans une banque le 26 mars 1970 n'avait pas été crédité au compte de l'Institut par la banque pendant deux ans, jusqu'au 31 mars 1972. Lorsque la vérification extérieure des comptes a fait apparaître ce fait, le fonctionnaire de la Division de la comptabilité chargé de ces questions a examiné la situation avec le Directeur de la banque et ledit montant a été crédité au compte de l'Institut le 13 avril 1972. Le fait qu'une omission aussi grave de la part de la banque a pu se produire indique qu'il est manifestement nécessaire de suivre de plus près les questions de cet ordre avec les dépositaires.

#### Dépenses pour les activités fonctionnelles

9. Le Comité des commissaires aux comptes a constaté que, si les dépenses relatives aux activités des programmes, lesquelles sont liées aux fonctions mêmes de l'Institut, diminuaient depuis 1969, il y avait par contre une augmentation correspondante des dépenses d'administration et des frais généraux. Le Directeur général prend toutefois des mesures maintenant pour réaliser des économies sur les dépenses d'administration et pour recruter plus de personnel pour le Département des études. Le Comité espère que ces mesures permettront de renverser la tendance des dernières années à cet égard.

### Augmentation périodique de traitements insolite

10. Un fonctionnaire supérieur qui avait été nommé administrateur général, à l'échelon I de la classe D-1, pour une durée déterminée d'un an, avec effet du 15 septembre 1966, s'est vu offrir un autre engagement pour une durée déterminée de trois ans, à l'échelon II de la même classe (D-1), avec effet du 15 septembre 1967. Par la suite, alors que son deuxième engagement avait encore un an à courir, il y a été mis fin, et l'intéressé s'est vu offrir un autre engagement pour une durée déterminée de trois ans et un jour, avec effet du 15 septembre 1969. Dans son contrat, contrairement aux dispositions pertinentes du règlement et à la pratique normale qui ne prévoient pas qu'à l'occasion de la prolongation d'un engagement, un fonctionnaire puisse franchir des échelons supplémentaires, son traitement a été fixé au montant correspondant à l'échelon VI, au lieu de l'échelon IV qu'il avait atteint le 1er septembre 1969 du fait des augmentations périodiques de traitement normales qui sont accordées conformément au statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies. Le total des incidences financières de cet arrangement insolite a été un montant supplémentaire de 3 864 dollars, que ledit fonctionnaire avait reçu au 31 décembre 1971.

11. Lorsqu'on a fait observer à l'administration que, puisque le versement des traitements des fonctionnaires de l'Institut est régi par le statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies, toutes les augmentations périodiques de traitement doivent nécessairement être couvertes par une disposition expresse dudit statut, l'administration a reconnu que la décision prise en l'occurrence n'était "nettement pas conforme à la politique de l'Organisation". Elle a ajouté toutefois que, comme le Secrétaire général adjoint à l'époque "avait le pouvoir de faire une exception, il n'était pas possible de revenir sur la décision".

12. Le pouvoir inhérent à une autorité compétente d'accorder des augmentations périodiques de traitements anticipées et de fixer le traitement d'un fonctionnaire à un échelon particulier est reconnu, mais il n'en demeure pas moins que, dans l'intérêt du contrôle approprié et d'une administration méthodique, l'exercice de ces pouvoirs par l'autorité compétente doit être expressément prévu dans les articles pertinents du statut du personnel. S'il n'est pas ainsi prévu expressément, l'exercice de ces pouvoirs est contestable du fait qu'il peut être contraire à l'intention de l'autorité qui établit les règles en dernière analyse, laquelle, dans le cas du statut du personnel, est l'Assemblée générale.

13. En conséquence, le Comité des commissaires aux comptes suggère que l'opportunité d'apporter les modifications appropriées au statut du personnel soit examinée ou que des mesures effectives soient prises pour que des réajustements de traitement de cette nature ne soient plus jamais opérés en aucun cas.

### Application de recommandations précédentes

#### Contributions annoncées non acquittées à recevoir

14. Dans son rapport à l'Assemblée générale sur les comptes de l'Institut pour l'exercice terminé le 31 décembre 1970, le Comité des commissaires aux

comptes avait recommandé d'établir clairement la mesure dans laquelle les contributions annoncées non acquittées à recevoir de certains gouvernements pour 1969 et des exercices antérieurs étaient recouvrables et de refléter cette situation dans les livres, mais l'administration n'a pas pris de dispositions pour appliquer cette recommandation.

#### Répartition des coûts

15. En ce qui concerne la recommandation formulée par le Comité des commissaires aux comptes au paragraphe 5 de son rapport pour l'exercice terminé le 31 décembre 1970, à savoir que toutes les dépenses d'administration et tous les frais généraux devraient être répartis entre les articles III et IV, qui indiquent les dépenses engagées pour la formation et la recherche, et devraient être inscrits auxdits articles, l'administration espère mettre au point un mode de présentation des comptes qui permette de mieux faire la distinction entre l'administration générale et l'appui aux projets.

#### Remerciements

16. Le Comité des commissaires aux comptes remercie le Directeur général et ses collaborateurs ainsi que le Contrôleur et ses collaborateurs du concours et de l'assistance qu'ils ont bien voulu lui prêter dans l'accomplissement de sa tâche.

L'Auditeur général des comptes du Canada,  
(Signé) A. M. HENDERSON

Le Contrôleur général des comptes de Colombie,  
(Signé) J. E. ESCALLON O.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du Pakistan,  
(Signé) A. I. OSMANY

Le 19 juin 1972

### III. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné l'état des fonds ci-après, dûment identifié, ainsi que les tableaux y relatifs de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971. Nous avons, notamment, effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que, sous réserve des observations présentées dans nos divers rapports sur les comptes, les états financiers rendent bien compte des opérations financières comptabilisées pour l'exercice, lesquelles opérations étaient conformes au règlement financier et aux autorisations des organes délibérants, et qu'ils représentent bien la situation financière au 31 décembre 1971.

L'Auditeur général des comptes du Canada,  
(Signé) A. M. HENDERSON

Le Contrôleur général des comptes de Colombie,  
(Signé) J. E. ESCALLON O.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du Pakistan,  
(Signé) A. I. OSMANY

Le 19 juin 1972



# IV. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1971

ETAT

## Etat des fonds au 31 décembre 1971

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Solde au 1er janvier 1971 .....		941 402
<u>A ajouter :</u>		
Contributions annoncées par les gouvernements pour 1971 (tableau 1) :		
Pendant l'exercice en cours .....	859 271	
Au cours d'exercices antérieurs .....	<u>171 361</u>	<u>1 030 632</u>
		1 972 034
<u>A déduire :</u>		
Ajustements dus à la réévaluation de contributions annoncées .....		<u>2 673</u>
		1 969 361
<u>A ajouter :</u>		
Autres recettes :		
Loyer .....	30 272	
Revenu des placements .....	55 688	
Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices précédents .....	14 198	
Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs .....	20 006	
Perte au change .....	(111)	
Recettes accessoires .....	<u>16 459</u>	<u>136 512</u>
Montant net disponible pour 1971 .....		2 105 873
<u>A déduire :</u>		
Engagements de 1971 (tableau 2) :		
Réglés (décaissements) .....	1 172 815	
Non réglés .....	<u>95 063</u>	<u>1 267 878</u>

Etat des fonds au 31 décembre 1971 (suite)

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Solde au 31 décembre 1971 .....		<u>837 995</u>
Ce solde se décompose comme suit :		
<u>Actif :</u>		
Disponible en banque et encaisse (monnaies convertibles)		79 812
Compte bancaire porteur d'intérêts .....		555 427
Contributions annoncées à recevoir des gouvernements :		
Pour 1970 et des exercices antérieurs .....	166 364	
Pour 1971 .....	<u>48 350</u>	214 714
Pour 1972 et des exercices ultérieurs (tableau 1) ....		635 042
Intérêts échus des placements .....		15 006
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers .....		<u>43 471</u>
		1 543 472
Cautions au titre du bail :		
Placement complémentaire (bon du Trésor des Etats-Unis) .....	42 625	
Compte spécial de dépôt - Compte d'épargne .....	<u>8 089</u>	50 714
Immobilisations (bail et bâtiment) .....		<u>465 000</u>
		2 059 186
Fonds détenus au titre des dons à des fins spéciales :		
Disponible en banque (monnaies convertibles) .....	212 117	
Compte bancaire porteur d'intérêts .....	260 778	
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers .....	<u>57 131</u>	<u>530 026</u>
Total, actif et fonds détenus au titre des dons à des fins spéciales .....		<u>2 589 212</u>
<u>A déduire :</u>		
<u>Passif :</u>		
Sommes à payer et soldes créditeurs divers .....		11 829
Réserve pour engagements non réglés :		
De 1969 .....	3 250	

Etat des fonds au 31 décembre 1971 (suite)

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
De 1970 .....	11 006	
De 1971 .....	<u>95 064</u>	109 320
Recettes différées (tableau 1) .....		635 042
Immobilisations .....		465 000
Crédits relatifs aux fonds détenus au titre des dons à des fins spéciales :		
Solde inutilisé au 31 décembre 1971 (tableau 3) .....	471 409	
Réserve pour engagements non réglés de 1970 .....	40 115	
Réserve pour engagements non réglés de 1971 .....	<u>18 502</u>	<u>530 026</u>
Total du passif .....		<u>1 751 217</u>
Solde au 31 décembre 1971 .....		<u>837 995</u>

CERTIFIE EXACT :

Le Contrôleur,  
(Signé) B. R. TURNER

APPROUVE :

Le Directeur général par intérim,  
(Signé) Oscar SCHACHTER

**ETAT DES CONTRIBUTIONS ANNONCÉES AU 31 DÉCEMBRE 1971**  
(En dollars des États-Unis)

	Contributions annoncées pour 1971 et des exercices antérieurs			Contributions annoncées pour des exercices ultérieurs			
	Solde non acquitté au 1er janvier 1971	Contributions annoncées au cours d'exercices antérieurs		Solde non acquitté au 31 décembre 1971	Contributions en 1971 et ajustement dû au change		Total
		en 1971	Total		1971	1972	
Abu Dhabi .....	-	10 000	10 000	10 000	-	-	-
Algérie .....	5 000	-	5 000	-	-	5 000	20 000
Argentine .....	-	12 000	12 000	-	-	-	-
Autriche .....	-	3 725	12 000	-	-	-	-
Barbade .....	-	-	3 725	-	-	-	-
Belgique .....	-	51 610	250	250	-	250	500
Brazil .....	20 000	-	51 610	20 000	-	-	20 000
Canada .....	-	60 030	60 030	-	-	-	-
Ceylan .....	-	1 000	17 986	-	-	-	-
Côte d'Ivoire .....	-	17 986	25 000	-	-	-	-
Danemark .....	-	25 000	15 400	-	-	-	-
Egypte .....	15 400	-	25 000	10 800	75 000	50 000	75 000
Equateur .....	23 153	-	23 153	20 202	-	-	10 800
Etats-Unis d'Amérique .....	20 000	400 000	2 971	20 202	-	-	20 202
Finlande .....	-	20 000	400 000	-	-	-	-
Grèce .....	-	7 500	7 500	-	-	-	-
Guinée .....	15 000	-	15 000	15 000	-	-	15 000
Guyane .....	-	500	500	-	-	-	-
Haute-Volta .....	12 000	-	12 000	12 000	-	-	12 000
Indonésie .....	500	500	1 000	1 000	1 500	500	2 500
Irak .....	10 000	-	20 000	-	-	-	-
Iran .....	6 000	-	6 000	-	-	-	-
Japon .....	-	40 000	40 000	-	-	-	-
Jordanie .....	2 000	-	2 000	2 000	-	-	2 000
Koweït .....	3 000	2 000	2 000	-	-	-	-
Libéria .....	2 000	-	3 000	-	-	-	-
Luxembourg .....	6 000	2 000	4 000	-	-	-	-
Mali .....	-	2 000	8 000	8 000	-	-	-
Malte .....	-	600	600	600	1 800	600	2 400
Maurice .....	5 000	-	5 000	-	187	187	1 800
Mauritanie .....	1 000	-	1 000	-	-	-	-
Népal .....	-	21 000	21 000	-	-	-	-
Norvège .....	-	-	-	-	-	-	-
Ouganda .....	20 000	-	20 000	20 000	-	-	20 000
Paraguay .....	2 000	-	2 000	2 000	-	-	2 000
République arabe libyenne .....	-	-	-	-	-	-	-
République dominicaine .....	-	-	-	-	-	-	-
République Fédérale d'Allemagne .....	-	-	-	-	-	-	-
République-Unie de Tanzanie .....	100 000	5 602	100 000	100 000	-	-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	-	100 792	100 792	100 792	302 376	105 560	207 921
Sénégal .....	11 862	-	11 862	11 862	-	-	311 881
Singapour .....	500	-	500	-	-	-	11 862
Soudan .....	-	-	-	-	-	-	-
Suède .....	15 000	-	15 000	15 000	-	-	15 000
Switzerland .....	-	34 719	34 719	34 719	-	-	120 000
Taiwan .....	-	-	-	-	-	-	-
Tanzanie .....	3	-	-	-	-	-	-
Tchad .....	-	4 100	4 100	-	-	-	-
Trinité-et-Tobago .....	-	3 000	3 000	-	-	-	-
Tunisie .....	-	5 000	5 000	-	-	-	-
Union des Républiques socialistes soviétiques .....	-	40 000	40 000	40 000	-	-	-
Uruguay .....	-	-	-	-	500	500	40 000
Venezuela .....	20 000	-	20 000	20 000	-	-	20 000
<b>TOTAL GENERAL</b> .....	<b>229 418</b>	<b>859 271</b>	<b>1 713 361</b>	<b>214 714</b>	<b>495 092</b>	<b>233 972</b>	<b>849 756</b>

TABLEAU 2

## ENGAGEMENTS DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1971

(En dollars des Etats-Unis)

	Budget approuvé	Engagements		
		<u>Décaissements</u>	<u>Engagements non réglés</u>	<u>Total</u>
A. <u>Administration</u>				
Conseil d'administration .	30 000	21 488	2 684	24 172
Personnel de direction et personnel administratif	186 300	184 974	-	184 974
TOTAL, TITRE A	216 300	206 462	2 684	209 146
B. <u>Activités au titre du programme</u>				
Formation .....	371 500	300 000	4 696	304 696
Recherche .....	416 000	289 048	10 897	299 945
TOTAL, TITRE B	787 500	589 048	15 593	604 641
C. <u>Office de Genève</u>				
TOTAL, TITRE C	64 000	63 467	3 730	67 197
D. <u>Services communs</u>				
TOTAL, TITRE D	84 000	82 195	-	82 195
E. <u>Frais généraux</u>				
Entretien, utilisation et amélioration des locaux	110 000	105 545	1 250	106 795
Mobilier, installations et matériel .....	10 000	8 595	365	8 960
Frais de voyage du personnel .....	20 000	16 999	-	16 999
Location de matériel .....	6 000	3 279	1 411	4 690
Communications .....	18 000	16 873	964	17 837
Fournitures diverses .....	6 000	4 372	92	4 464
Dépenses de représentation	3 000	1 137	11	1 148
Bibliothèque .....	3 000	1 624	19	1 643
Traduction .....	8 000	160	-	160
Frais de publication et de distribution .....	48 000	41 785	913	42 698

TABLEAU 2 (suite)

		Engagements		
	Budget approuvé	Décaissements	Engagements non réglés	Total
E. <u>Frais généraux (suite)</u>				
Vérification extérieure des comptes .....	8 000	-	8 000	8 000
Remboursement d'impôts sur le revenu .....	70 000	13 219	56 781	70 000
Frais de voyage à l'occasion du congé dans les foyers, des nominations et du rapatriement .....	45 000	10 091	3 250	13 341
Indemnité pour frais d'étude	11 000	7 688	-	7 688
Edition .....	4 000	276	-	276
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
TOTAL, TITRE E	370 000	231 643	73 056	304 699
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
TOTAL GENERAL, TITRES A à E	1 521 800	1 172 815	95 063	1 267 878

## DONS A DES FINS SPECIALES

ETAT DES DONS AU 31 DECEMBRE 1971

(En dollars des Etats-Unis)

	Total des fonds disponibles					Engagements réglés	Engagements non réglés	Solde inutilisé au 31 décembre 1971
	Solde inutilisé au 31 décembre 1970	Dons reçus en 1971	Autres recettes et ajustements	Total des fonds disponibles pour 1971				
Argentine - Aspects financiers et juridiques des voies d'eau internationales	15 992	-	3 021	19 013	7 133	1 675	10 205	
France - Projet sur l'exode des compétences	281	-	-	281	-	-	281	
Hongrie - Fonds pour la formation et la recherche	3 333	-	-	3 333	50	-	3 283	
République fédérale d'Allemagne - Divers	-	20 127	-	20 127	-	-	20 127	
Suède - Projet de l'école des cadres	-	20 000	-	20 000	-	-	20 000	
Suède - Séminaires régionaux sur la formation en matière d'achats	-	150 000	-	150 000	33 822	6 359	109 819	
Union soviétique - Fonds pour la formation et la recherche	120 031	111 111	18 826	249 968	42 824	6 897	200 247	
Beulah Edge and Rountree Trust - Recherche pour le règlement pacifique	51 424	40 000	1 272	92 696	27 877	1 861	62 958	
Fondation Ford - Plans pour la recherche future	24 576	-	234	24 810	18 022	60	6 728	
Fund for Peace - Règlement pacifique	2 994	-	-	2 994	-	50	2 944	
Institute for International Order - Week-ends de l'Institut	2 413	-	32	2 445	-	-	2 445	
Don Kettering - Projet pour la jeunesse mondiale	4 000	-	-	4 000	2 814	1 000	186	
Fondation Volkswagen - Don pour la recherche	20 339	42 286	-	62 625	29 839	600	32 186	
	245 383	383 524	23 385	652 292	162 381	18 502	471 409	

---

#### **HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS**

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### **COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES**

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### **КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ**

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в нашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### **COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS**

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---